

Unité Inter Départementale Anjou Maine
Pôle carrières et matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES TAVANO SA

Rue des Aulnays
72700 Spay

Références : 2026-180_INSP_RAP_HB_TAVANO CARRIERES SA
Code AIOT : 0006300713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement CARRIERES TAVANO SA implanté La Coyère - L'Enfournoire 72700 Spay. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une plainte pour nuisances sonores a été émise à l'encontre de la carrières TAVANO et des éléments de réponses fournis par l'exploitant doivent être discutés.

L'exploitant a déclaré le 23 Février 2026 avoir été inondé par l'intrusion de la Sarthe sur son site pendant sa crue ce qui a causé l'effondrement partiel d'un merlon périphérique à un des plans d'eau du site. Un constat des dégâts une fois le niveau de l'eau redescendu va pouvoir être réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES TAVANO SA
- La Coyère - L'Enfournoire 72700 Spay
- Code AIOT : 0006300713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée jusqu'en 2049 par arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 dont les prescriptions ont été complétées par un arrêté complémentaire du 05 octobre 2021. L'exploitation consiste à l'extraction de sables et graviers après mise hors eau des argiles (rabattement de la nappe) et un enlèvement sélectif de ces dernières à la pelle mécanique. La production maximale annuelle autorisée est de 150 000 tonnes, correspondant à un rythme normal d'exploitant du gisement. Un dépassement annuel limité à 207 000 tonnes maximum est autorisé sur une période limitée et pour des niveaux d'activités exceptionnels.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales ICPE	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 1.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plainte bruit	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 9.2.2 à 9.2.4	Sans objet
3	Mesures ERCA	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 1.4.8	Sans objet
4	Intrusion	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3.2.3 et 3.2.4	Sans objet
5	Déclaration accident	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 2.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de consommation électrique ainsi que le bilan des mesures de bruit réalisées par le carrier démontrent que ce dernier ne serait pas à l'origine des nuisances sonores pour lesquelles une plainte a été déposée.

Les échanges concernant les nuisances sonores ont permis d'identifier que la séparation des certaines activités doit être réalisée officiellement (Béton TAVANO cédé depuis 3 ans) ainsi que la mise à jour administrative de l'établissement (périmètre d'exploitation).

Un courrier a été adressé au nouvel exploitant de la centrale à béton pour la réalisation de cette demande de changement d'exploitant.

L'inspection des installations classées a également pu constater les dégâts liés aux inondations sur le site et sera attentive aux suites données (renforcement du merlon).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 1.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire et portée de l'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.1.3 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées \ Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <p>Rubrique Designation des activités Grandeur caractéristique</p> <p>2510-1 1. Exploitation de carrière Superficie totale de la carrière = 54 ha 29 a 57 ça, dont : en renouvellement : 39 ha 49 a 05 ça en extension : 14 ha 80a52 ça dont superficie exploitable : 35 ha 23 a Production moyenne : 150 000 T/an Production maximale : 207 000 T/an</p> <p>2515-1-a 1. Installations de broyage, concassage, criblage.... La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW 2 unités de traitement « BONNET » et « CHAUVIN » Installations fixes : 332 kW** les installations ne fonctionnent pas en même temps, la puissance du transformateur qui les alimente est de 250 kW. (L'installation « CHAUVIN » est supprimée dans les 3 ans suivants l'autorisation.)</p> <p>2517-1 Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux Superficie de la station de transit de produits minéraux non dangereux inertes : 30 000 m² Régime* A E E ,1 5/58 inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10000m²</p> <p>2518-2 Installation de production de béton prêt à emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La</p>

capacité de malaxage étant : 2) Inférieure ou égale à 3 m³ Capacité de la centrale à béton : 2 m,3 D

Article 1.2.1 - Périmètre de l'autorisation et description des installations

[...] La zone d'exploitation comprend notamment : • les installations de traitement ainsi que les stockages de matériaux associés (matériaux bruts et commercialisés), localisés au niveau la parcelle AI 48, sur une superficie d'environ 30 000 m² ; • les équipements annexes de la carrière (dont le poste de ravitaillement en carburant avec la réserve de carburant (stockage de GNR, dans 2 cuves double-peau de 1 500 litres chacune, situées dans l'atelier, abritées des intempéries), l'atelier de réparation et d'entretien des engins, d'une superficie de 250 m² environ, l'aire étanche, l'aire de lavage, les locaux sociaux...), implantés sur la même plate-forme de traitement, sur la parcelle référencée section AI n° 48 (partie est). La centrale à béton est située sur la partie Nord de la parcelle référencée section AI n° 15 ; [...]

Constats :

Lors de la visite sur site pour évoquer les éléments de plaintes l'inspection des installations classées à découvert la cession de la centrale à béton à la Société Carrières de l'Ouest. Aucun changement d'exploitant n'a été porté à la connaissance de la préfecture de la Sarthe. Cette cession impose potentiellement la mise à jour de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière. Il y a lieu de redéfinir le périmètre et les activités de la partie carrière et de scinder la parcelle contenant la centrale à béton.

La déclaration de changement d'exploitant est à réaliser par le nouvel exploitant cependant la société Carrières Tavano doit mettre à jour les éléments de son dossier liés au périmètre et au retrait de la rubrique 2518 de son arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les éléments nécessaires à la mise à jour de son dossier en lien avec la cession de la centrale à béton (plans avec périmètre modifié) afin de permettre une actualisation de son arrêté préfectoral.

Une demande est adressée en parallèle au nouvel propriétaire pour qu'il déclare le changement d'exploitant auprès de la préfecture de la Sarthe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plainte bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 9.2.2 à 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, mesures du niveau de bruit

Prescription contrôlée :

Article 9.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Article 9.2.3 - Tonalité marquée Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus. Article 9.2.4 - Surveillance des niveaux sonores et émergences Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, en période d'exploitation de la drague-aspiratrice, et également en période de rabattement de nappe, ainsi que pendant le fonctionnement des installations de traitement. Ces premiers

résultats, accompagnés d'un bilan réalisé par l'exploitant, sont transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant fait procéder au moins tous les trois ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences. Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

Constats :

Par courrier du 03 novembre 2025 un signalement concernant des nuisances sonores récurrentes sur le territoire de la commune d'Arnage indiquant de nombreuses plaintes a été réceptionné à la DREAL. Ces nuisances étaient imputées à la société des Carrières Tavano limitrophe des administrés se plaignant.

L'inspection des installations classées a fait part de cette plainte à l'exploitant qui en retour alors transmis le dernier rapport de mesures acoustiques de 2024 ainsi que les consommations d'électricité de la période d'octobre 2025 incriminée afin de se justifier.

Ces différentes pièces n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées le courrier de l'exploitant fournit cependant des pistes concernant de potentiel contributeurs aux nuisances sonores perçues. L'une d'elles concerne la société béton Tavano qui aurait exceptionnellement concassé des déchets inertes sur le site de 8 h à 16h30 avec un brise roche hydraulique (fonds de toupies de béton) avant de les évacuer. Les plages horaires auraient cependant été respectées et les nuisances nocturnes ne sont pas expliquées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures ERCA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 1.4.8

Thème(s) : Autre, mesures d'accompagnement

Prescription contrôlée :

Cette autorisation est accordée sous réserve de la réalisation des mesures d'évitement, de réduction, de compensation (ERC), et d'accompagnement suivantes, localisées sur la carte appelée « Mesures ERC » dans l'étude d'impact du dossier d'autorisation, qui doivent rester fonctionnelles pendant la durée de la présente autorisation. Mesures d'accompagnement : MA 1 : Les îlots présents dans le plan d'eau 3 et colonisés par les Sterne pierregarin et mouette rieuse sont aménagés pour être rendus plus favorables à la nidification de ces espèces. MA 2 : Trois secteurs de la carrière sont aménagés avec des berges complexes selon le schéma de principe situé en annexe 5 du présent arrêté. La localisation de ces secteurs est fourni par la carte située en annexe 4 du présent arrêté. MA 3 : Une haie d'une longueur de 330 m est plantée en compensation des haies détruites. Elle est plantée dans les 2 ans qui suivent la signature du présent arrêté. Elle est entretenue, notamment par la création de têtard au sein des arbres de haut jet.

Constats :

Il a été constaté lors de la visite de l'inspection des installations classées sur site que 10 m environ de la haie correspondant au linéaire de 330 m de haie de compensation de la mesure M 3 a été emportée avec le bord de l'excavation qui s'est effondré lors de l'inondation de la carrière suite à la crue de la Sarthe. Une brèche assez profonde a été créée et la question se pose d'une nouvelle plantation à cet endroit sachant qu'à terme la carrière est prévue pour écrêter les crues en cas de besoin. Il faut également noter la présence d'une ligne électrique en hauteur à environ 5 m qui ne permettrait pas le développement de cette haie à plus de 3 m. La LPO est passée sur le site suite à l'inondation pour identifier les mesures à mettre en place et n'a pas jugé pertinent de replanter cette haie, la création de têtard au sein des arbres de haut jet a été réalisée par ailleurs sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments de la LPO relatifs à la haie (replantation ou pas) et aux arbres têtards. Le cas échéant la prescription pourra être ajustée sur l'arrêté préfectoral complémentaire à venir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3.2.3 et 3.2.4

Thème(s) : Autre, contrôle d'accès aux installations

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 - Clôture Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité. L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées. Article 3.2.4 - Accueil des tiers et des particuliers Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises. Une aire de service clairement identifiée du reste des installations est réservée à l'usage exclusif des particuliers admis sur le site. Les aires d'enlèvement de matériaux et la circulation sont organisées de manière à séparer au maximum les trafics d'engins d'exploitation, des transporteurs et des particuliers. Un plan de circulation implanté au début de chaque voie permet d'identifier les voies de circulation internes respectives.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'intrusion sur le site de la carrière d'une personne extérieure dans le cadre de battues aux sangliers et ce malgré un refus de la part du directeur du site.

Le carrier a déjà contractualisé avec des chasseurs informés des risques liés au site en exploitation. Conscient de sa responsabilité vis-à-vis de cette personne, l'exploitant a contacté l'OFB et la fédération de chasse de la Sarthe pour faire cesser cette pratique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 2.8

Thème(s) : Autre, Incidents ou accidents

Prescription contrôlée :

Article 2.8 - Incidents ou accidents L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou

long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 23 février 2026 du débordement de la Sarthe sur son exploitation. L'intrusion de la rivière a causé l'effondrement partiel du merlon d'un des plans d'eau et le déracinement des arbres plantés à ce niveau.

Une télédéclaration d'accident a également été faite et un plan complémentaire transmis par mail.

L'exploitant s'engage à combler le merlon effondré dès que les conditions le permettront et s'interroge sur la replantation d'arbres à ce niveau. La carrière, dans l'étude d'impact du dossier initial, avait été identifiée comme potentiel zone pour écrêter une crue. La persistance d'une haie dans cette zone de faiblesse est à reconsidérer

Type de suites proposées : Sans suite